



MAIRIE DE SAINT NAZAIRE

DECHETS VERTS

- Peut-on brûler des déchets verts (végétaux) dans son jardin ?

Le brûlage à l'air libre des déchets verts des ménages est strictement interdit par l'article 84 du règlement sanitaire départemental (RSD).

Cette interdiction est valable en tout temps et tout lieu.

Les déchets biodégradables de jardin ou de parc sont concernés par cette interdiction permanente :

- Les déchets de tonte,
- Les feuilles mortes,
- L'élagage d'une haie...

- Que faire de ses déchets verts ?

Il est possible :

- De déposer les déchets verts en déchetterie,
- Ou de les utiliser en paillage ou en compost individuel (<http://www.ademe.fr/particuliers-eco-citoyens/habitation/jardiner-autrement/utiliser-compost-jardin>).

Il est interdit de brûler à l'air libre ses déchets verts, comme l'ensemble de ses déchets ménagers (<http://www.service-publics.fr/glossaire/R35513>).

- Dérogation

Toutefois, le règlement sanitaire départemental prévoit que des dérogations à cette règle peuvent être accordées :

- L'arrêté du 31 août 2012 relatif à l'emploi du feu prévoit une telle dérogation à ce principe d'interdiction générale de brûlage à l'air libre des déchets verts.
- Cette dérogation s'applique aux brûlages des déchets verts issus du débroussaillage réglementaire, dès lors qu'aucun autre moyen d'élimination de ces déchets facilement accessible n'est mis à la disposition des particuliers à qui s'impose cette obligation légale, **se référer Article 3 de l'arrêté.**

- Cet arrêté régleme nte également l'usage du feu pour les propriétaires et leurs ayants droits lorsque les déchets végétaux ne sont pas assimilés à des déchets ménagers. C'est le cas pour les végétaux coupés ou sur pieds brûlés dans le cadre d'une **activité agricole ou forestière**.

Le respect des dispositions de l'arrêté du 31 août 2012 ne dégage en aucune manière la responsabilité civile de l'auteur du feu en cas de propagation du feu vers d'autres propriétés.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté, cette dérogation est accordée aux propriétaires de terrain et les occupants de ces terrains du chef de leur propriétaire dans le but de leur faciliter le respect de l'obligation de débroussaillage lorsqu'elle s'impose à eux.

Elle est possible du 1^{er} février au 14 juin inclus sur déclaration préalable à la mairie de la commune où la propriété se situe et du 16 septembre au 31 janvier sans déclaration, en tenant compte rigoureusement des consignes de sécurité décrites à l'article 5.

- En cas de non-respect de l'interdiction, brûler ses déchets verts à l'air libre peut être puni d'une amende pouvant aller jusqu'à 450 euros.

Références :

- La circulaire du 18 novembre 2011 relative à l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts,
- La circulaire du 9 septembre 1978 relative au règlement sanitaire départemental type,
- La réponse ministérielle du 12 septembre 2013 sur l'interdiction générale et permanente de brûlage des déchets végétaux,
- Le décret n° 2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires du code de la santé publique,
- Arrêté n° 2012244-0013 du 31 août 2012 du Préfet du Gard relatif à l'emploi du feu.